

CONVENTION DE PARTENARIAT
dans le cadre de
l'Observatoire de la Francophonie économique
(la «**Convention**»)

ENTRE : L'Agence universitaire de la Francophonie, organisme légalement constitué en vertu de la Loi concernant l'Agence universitaire de la Francophonie (L.R.Q. Chapitre A-7.2), ayant son siège social sis au 3032-3034, boulevard Édouard-Montpetit, en la ville de Montréal, province de Québec, district judiciaire de Montréal (Québec), H3T 1J7, Canada, représentée par son Recteur, Jean-Paul de GAUDEMAR, dûment autorisé tel qu'il le déclare ;

ci-après désignée l'«**AUF**»,

ET : Université de Montréal, personne morale légalement constituée, ayant son siège au 2900, boulevard Édouard-Montpetit, à Montréal (Québec), H3T 1J4, Canada, représentée par son recteur, Guy BRETON, dûment autorisé tel qu'il le déclare ;

ci-après désignée l'«**Université** »,

Ci-après également désignées individuellement la «**Partenaire**» et ensemble les «**Partenaires** »,

PRÉAMBULE

Considérant que l'Université est une institution académique francophone de niveau universitaire établie au Québec depuis plus de cent ans et de renommée internationale, dont les missions sont l'enseignement et la recherche dans plusieurs domaines scientifiques, dont l'économie ;

Considérant que, avec le soutien de divers partenaires, dont l'AUF, l'Université a décidé de créer l'Observatoire de la Francophonie économique, un centre de recherche dans le domaine de l'économie, ayant pour objet, notamment, de favoriser les échanges entre des chercheurs d'origines diverses (les «Chercheurs»), dont des étudiants de doctorat et des détenteurs récents de doctorats vivant dans des pays francophones et désireux de participer à des activités de recherche universitaires en économie (les «Stagiaires») ;

Considérant que l'Université est membre en règle de l'AUF et qu'elle entend le demeurer, notamment en payant la cotisation requise, durant toute la période où la Convention sera en vigueur ;

Considérant que l'AUF est une association internationale d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche, qui a pour mission de favoriser et soutenir la coopération universitaire et scientifique en langue française, et pour objectifs stratégiques de :

- contribuer à assurer la qualité dans le domaine de la formation ;
- contribuer à la structuration et au développement de la recherche dans un cadre national et international, et soutenir l'implication des établissements membres dans ce processus ;
- contribuer à la mise en place de gouvernances adaptées aux nouveaux enjeux ;
- nouer ou intensifier le dialogue entre le monde académique et les milieux économiques ;
- mieux prendre en compte dans l'offre de formation initiale les besoins socio-économiques de l'environnement local ou national des institutions membres ;
- développer la culture et la pratique de l'entrepreneuriat ;
- renforcer la contribution des établissements membres au développement économique, social et environnemental ;
- renforcer la contribution des établissements membres au développement linguistique et culturel, en incluant la culture scientifique et technique ;
- renforcer la contribution des établissements membres au développement interculturel et à l'ouverture internationale,

Considérant que l'AUF est également l'opérateur de la Francophonie pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, et que les Chefs d'États membres de l'Organisation internationale de la Francophonie ont adopté en novembre 2014 une Stratégie économique pour la Francophonie, qui prévoit de :

- promouvoir une économie centrée sur l'homme et son épanouissement, en :
 - développant la vision économique francophone,
 - renforçant les capacités de négociation et la participation des francophones dans les différents espaces internationaux de négociation et de décision,
 - faisant du français un vecteur d'intégration et de croissance économiques ;
- renforcer l'espace économique francophone pour en faire un espace d'échanges, de coopération et de solidarité privilégiée, en intervenant prioritairement sur :
 - la jeunesse et les femmes, créatrices de richesses et d'emplois,
 - l'intégration régionale et la coopération interrégionale, vecteurs de co-apprentissage, de régulation et d'attractivité dans une économie globalisée,
 - la mobilité des entrepreneurs et la circulation des innovations,
 - la consolidation des réseaux institutionnels, professionnels et des entreprises francophones pour densifier les relations économiques et améliorer l'environnement des affaires,



Considérant que l'Université a fixé les objectifs suivants à l'Observatoire:

- devenir une ressource de premier plan sur les questions liées à la Francophonie économique, et plus précisément, un centre d'études, de recherches et d'activités de liaison et transfert d'envergure internationale ;
- éclairer les questions et alimenter les réflexions au cœur des préoccupations des institutions de la Francophonie et des gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie, ci-après dénommés « acteurs de la Francophonie » ;
- mettre à disposition des acteurs de la Francophonie, et de leurs partenaires, publics et privés, une base de données et des analyses économiques de référence, résolument ancrées dans la théorie économique comme dans les faits et les données empiriques ;
- développer des analyses économiques sur les enjeux de la croissance économique, de l'emploi, de la formation, de la pauvreté, des inégalités, de l'énergie (électrification), de la protection de l'environnement, de l'entrepreneuriat économique et social, et plus généralement du développement durable, tant économique que social et humain ;
- rendre librement disponible le résultat de ses activités ;
- développer une interface de la plate-forme Mondo spécifiquement dédiée à la « Francophonie économique », et rendre la navigation accessible en langue française ;
- mettre en place un réseau d'experts économiques au service des acteurs de la Francophonie ;

Considérant que les Partenaires souhaitent unir leurs efforts afin de favoriser la réalisation par l'Observatoire des objectifs décrits ci-haut et que l'AUF désire notamment contribuer financièrement aux dépenses qui devront être encourues par certains Stagiaires pour qu'ils puissent participer aux activités de l'Observatoire, dont des dépenses reliées à leur déplacement, à leur hébergement et à leur subsistance durant leur stage (les « allocations »);

LES PARTENAIRES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la Convention

- 1.1 La Convention constate l'engagement des Partenaires au soutien du lancement de l'Observatoire et du déploiement de ses activités, durant une période de trois (3) ans ;
- 1.2 L'Université met sur pied l'Observatoire et voit à son fonctionnement et à la réalisation de ses activités par l'entremise du directeur de l'Observatoire qu'elle désigne ainsi que du conseil d'administration et du comité scientifique dont elle désigne les membres. Dans ce contexte, l'Université utilise la contribution financière de l'AUF aux conditions et selon les modalités prévues aux présentes, notamment à l'article 5.

Article 2 : Conditions du partenariat

- 2.1 Par leur partenariat, les Partenaires visent le soutien à la recherche et à la mobilité de Stagiaires, sous la forme d'allocations leur permettant de participer à des activités de recherche dans le cadre de l'Observatoire (les « Activités »).
- 2.2 Les Stagiaires devront provenir prioritairement mais pas uniquement d'un ou de plusieurs pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie de revenus faibles à intermédiaires, au sens de la catégorisation établie et mise à jour par la Banque mondiale, (les « pays prioritaires »). Leur participation aux activités de l'Observatoire devra être faite dans une perspective qui favorise à la fois l'insertion professionnelle des Stagiaires, et le développement pérenne de capacités de recherche dans les pays prioritaires.
- 2.3 En rapport avec l'enjeu « Formation », l'Observatoire se penchera sur l'étude ou l'analyse des systèmes éducatifs, universitaires, de recherche ou d'innovation, d'un ou de plusieurs pays prioritaires, avec l'objectif, au moins partiel, de produire des données statistiques sur l'enjeu, utiles pour les décideurs du secteur.
- 2.4 Les Activités devront être réalisées en partenariat avec au moins un établissement membre de l'AUF et une organisation économique, ou toute autre organisation active dans le champ du développement économique et social.

Article 3 : Engagements des Partenaires

- 3.1 L'AUF et l'Université s'engagent à conjuguer leurs efforts au mieux de leurs expertises et de leurs moyens.
- 3.2 A ce titre, il est prévu que les Partenaires collaborent à ce qui suit :
 - la promotion de l'Observatoire ;
 - l'identification des établissements partenaires de l'Observatoire ;
 - la sélection des Stagiaires récipiendaires des allocations ;
 - la gouvernance de l'Observatoire : un représentant de l'AUF pourra siéger au conseil d'administration de l'Observatoire et un représentant de l'AUF pourra siéger au comité consultatif de l'Observatoire ;
- 3.3 De plus, chaque Partenaire s'engage à ce qui suit :
 - mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au lancement de l'Observatoire, à son financement et au déploiement de ses activités, dans la mesure de ses ressources ;
 - communiquer à l'autre Partenaire toutes les informations et la documentation pertinentes relatives à l'Observatoire qu'elle pourrait détenir ;
 - ne pas céder, vendre ou transférer, en tout ou partie, les droits et obligations contenus à la Convention sans l'autorisation écrite et préalable de l'autre Partenaire.

Article 4 : Contribution financière accordée par l'AUF

- 4.1. L'AUF accorde à l'Université une contribution financière d'un montant maximum de trois cent mille dollars canadiens (300 000 \$ CAD), en trois tranches de cent mille dollars canadiens (100 000 \$ CAD) chacune, payables aux dates suivantes :

- (i) trente (30) jours à compter de la réception par l'AUF de la Convention dûment complétée et signée ;
 - (ii) en 2018 et en 2019, à la date anniversaire de la signature de la Convention, suite à la réception du rapport annuel préparé par l'Université, conformément aux dispositions de l'article 6, que l'AUF pourra transmettre à ses instances.
- 4.2 Les versements décrits au paragraphe 4.1 des présentes seront faits suite à la réception d'une demande de versement dûment établie par l'Université et envoyée à l'AUF, à l'adresse suivante, à l'attention de :
- Monsieur le Recteur de l' Agence universitaire de la Francophonie
Rectorat et Siège social
B.P. 49714 Csp du Musée
Montréal H3T 2A5
CANADA
- 4.3. Les versements seront effectués par virement bancaire, sur le compte de l'Université de Montréal, qui transmettra un Relevé d'Identité Bancaire à l'AUF, joint à sa demande de versement.
- 4.4 L'Université devra informer l'AUF si elle demande ou obtient toute autre contribution financière d'un tiers pendant la durée de la Convention.

ARTICLE 5. Utilisation de la contribution financière

- 5.1 L'Université devra utiliser l'intégralité de la contribution financière uniquement aux fins d'acquitter les dépenses éligibles suivantes :
- le paiement des allocations aux Stagiaires récipiendaires ;
 - la prise en charge des frais des stages ;
 - la prise en charge de frais de fonctionnement de L'Observatoire (maximum de 7% de la contribution de l'AUF) ;
- 5.2 L'Université devra fournir à l'AUF tous les renseignements et documents relatifs aux dépenses effectuées à l'aide de sa contribution financière et conserver les pièces justificatives pertinentes pendant une période de trois (3) ans suivant la fin de la Convention en permettant à un représentant de l'AUF de les consulter durant les heures habituelles de bureau sur préavis de 48 heures, et en autorisant ce dernier à en prendre copie.

ARTICLE 6. Rapports d'activité

6.1 Rapport annuel

- 6.1.1 L'Université transmet à l'AUF un rapport complet annuel de ses activités, au moins trente (30) jours avant la date anniversaire de la Convention.
- 6.1.2 Le rapport annuel, d'une longueur minimale de dix (10) pages, doit faire état des activités, des réalisations, des sujets des activités scientifiques et des publications faites sous

l'égide de l'Observatoire. Il doit inclure un volet concernant les Activités des Stagiaires ainsi qu'un rapport financier qui comprend le détail des dépenses effectuées sur la période considérée, à l'aide de la contribution financière de l'AUF.

- 6.1.3 Le rapport annuel est augmenté de tous les documents et supports qui pourraient être valorisés par l'AUF dans le cadre d'activités de promotion et de communication.
- 6.1.4 Le rapport annuel est signé par le directeur de l'Observatoire, ainsi que par le contrôleur financier de l'Université, qui certifie conforme le rapport financier.
- 6.1.5 Le rapport financier doit être soumis au format prescrit par l'AUF, le cas échéant.

6.2. Rapport spécial pour le Sommet de la Francophonie 2018

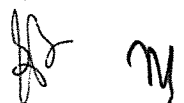
- 6.2.1 En plus du rapport annuel pour l'année 2017, l'Université transmet à l'AUF un rapport d'activité complet spécial, au moins trente (30) jours avant la tenue du Sommet de la Francophonie 2018.
- 6.2.2 Le rapport spécial récapitule l'ensemble des activités, des réalisations, des sujets des activités scientifiques et des publications de l'Observatoire faits sous l'égide de l'Observatoire. Le rapport spécial inclut un rapport financier qui comprend le détail des dépenses effectuées depuis l'entrée en vigueur de la Convention.
- 6.2.3 Le rapport spécial est augmenté de tous les documents et supports qui pourraient être valorisés par l'AUF dans le cadre d'activités de promotion et de communication.
- 6.2.4 Le rapport spécial est signé par le directeur de l'Observatoire, ainsi que par le contrôleur financier de l'Université, qui certifie conforme le rapport financier.
- 6.2.5 Le rapport financier doit être soumis au format prescrit par l'AUF, le cas échéant.

6.3. Rapport final

- 6.3.1 L'Université transmet à l'AUF un rapport d'activité complet au plus tard trois (3) mois après la fin de la Convention.
- 6.3.2. Le rapport final récapitule le contenu des rapports annuels et est présenté dans le même format que les rapports d'activité annuels, augmenté d'une section qui précise les perspectives ouvertes par une éventuelle poursuite ou évolution du partenariat, sauf autre indication de l'AUF.
- 6.3.3 Le rapport final est augmenté de tous les documents et supports qui pourraient être valorisés par l'AUF dans le cadre d'activités de promotion et de communication.
- 6.3.4 Le rapport final est signé par le directeur de l'Observatoire, ainsi que par le contrôleur financier de l'Université, qui certifie conforme le rapport financier.
- 6.3.5 Le rapport financier doit être soumis au format prescrit par l'AUF, le cas échéant.

Article 7. Confidentialité

- 7.1 « Information confidentielle » signifie, aux fins des présentes, toute information confidentielle qui est communiquée par l'une des Partenaires (« Communicatrice ») à l'autre (« Réceptrice ») et qui est clairement identifiée comme étant confidentielle. De plus,



toute information relative à un individu et qui permet de l'identifier, seule ou en conjugaison avec d'autres, est de l'Information confidentielle.

- 7.2 Aucune Information confidentielle ne pourra être communiquée à quiconque ou rendue publique par la Réceptrice à moins qu'elle n'en ait reçu l'autorisation écrite de la Communicatrice, ou qu'elle n'y soit obligé par une mesure législative ou une ordonnance judiciaire. Le cas échéant, la Réceptrice en avisera la Communicatrice dès que possible.
- 7.3 L'obligation de confidentialité demeure en vigueur indéfiniment.

Article 8 : Entrée en vigueur et durée de validité

- 8.1 La Convention entre en vigueur à la date de la dernière signature par les deux Partenaires impérativement avant le 30 juin 2017, le respect de cette date constituant une condition nécessaire à son exécution.
- 8.2 La Convention vient à échéance trente-six (36) mois à compter de la date de dernière signature par les deux Partenaires.
- 8.3 Chaque Partenaire peut en tout temps mettre fin au partenariat et à la Convention en transmettant à l'autre Partenaire un préavis écrit de six (6) mois à cet effet. Le cas échéant, la Convention sera résiliée à la date d'échéance du préavis, sans autre formalité.
- 8.4 La fin de la Convention, que ce soit par l'arrivée de son terme (clause 8.2) ou par sa résiliation (clauses 8.3), aura les conséquences suivantes :
- 8.4.1 L'Université doit remettre à l'AUF un rapport final ainsi que toute partie de la contribution financière qui lui a été versée et qu'elle n'a pas dépensée ;
- 8.4.2 L'AUF doit payer à l'Université toute dépense encourue ou tout engagement qu'elle a pris, dans le respect de la Convention, envers un Stagiaire ou envers un tiers pour le bénéfice d'un Stagiaire, avant la date de résiliation et qui n'est pas couverte par une partie de la contribution financière déjà versée ;
- 8.4.3 Chaque Partenaire remet à l'autre Partenaire ou détruit au gré de cette dernière, les informations confidentielles qu'elles se sont échangées.

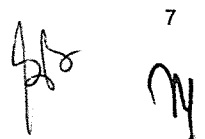
Article 9 : Responsabilité

- 9.1 L'Université sera seule responsable légale envers les tiers de ses propres actions ou omissions dans le cadre de la Convention ainsi que de celles de ses représentants et sous-traitants.
- 9.2 L'Université tiendra l'AUF indemne et à couvert et elle prendra fait et cause pour l'AUF advenant toute réclamation d'un tiers contre elle fondé sur ses actions ou omissions fautives ou celles de ses représentants et sous-traitants.

Article 10. Avis et Représentant des Partenaires

- 10.1 Tout avis qu'une Partenaire envoie à l'autre dans le cadre de la Convention doit être remise au représentant de cette Partenaire identifiée aux présentes, à l'adresse indiquée ci-après pour chacun d'eux.

7



- 10.2 Le Recteur de l'AUF désigne le Vice-recteur basé à Montréal comme interlocuteur de l'Université en ce qui concerne l'Observatoire et la Convention :

Abderrahmane Rida, 514 343 6630 poste 1394 - abderrahmane.rida@auf.org

Adresse physique

Rectorat et Siège social
3034 boulevard Édouard-Montpetit
Pavillon Jean-Marc Léger
Montréal H3T 1J7

Adresse postale

Rectorat et Siège social
B.P. 49714 Csp du Musée
Montréal H3T 2A5

- 10.3 L'Université désigne le directeur de l'Observatoire comme interlocuteur de l'AUF en ce qui concerne l'Observatoire et la Convention :

Marcel Boyer, Département de sciences économiques, Université de Montréal, C.P. 6128, succursale Centre-ville, Montréal, QC H3C 3J7.

Article 11 : Visibilité, promotion et droits de communication

- 11.1 Il doit être mentionné sur tous les documents officiels de l'Observatoire et sur tout support de communication diffusé par l'Université dans le cadre de la Convention, que l'Observatoire bénéficie du soutien de l'AUF.
- 11.2 À l'exception de ce qui est prévu aux présentes, aucune des Partenaires ne peut utiliser le nom de l'autre sans avoir son accord préalable écrit.

Article 12. Règlement des différends

- 12.1 Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la Convention, les Partenaires s'engagent à tenter de résoudre le litige à l'amiable par voie de conciliation directe.
- 12.2 En cas de désaccord persistant après trente (30) jours de tentative de règlement, les Partenaires pourront s'adresser à un médiateur afin qu'il les aide à trouver une solution. Ce dernier ne peut être ou avoir été ni un salarié de l'AUF, ni de l'Université ou de ceux associés au partenariat. Ses frais sont assumés à parts égales par les Partenaires. Si aucune solution n'est trouvée après trente (30) jours de médiation, chaque Partenaire pourra soumettre le différend au tribunal.


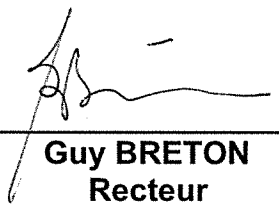
Article 13 : Amendement

Tout amendement apporté à la Convention ne sera valide que s'il fait l'objet d'un document écrit et signé par les Partenaires.

Article 14 : Lois applicables

La Convention doit être interprétée conformément aux lois applicables au Québec, lieu où chaque Partenaire a son siège. Seuls les tribunaux siégeant dans le district de Montréal sont compétents pour décider d'un litige opposant les Partenaires.

EN FOI DE QUOI, les Partenaires ont signé en deux (2) exemplaires originaux, à la date indiquée en regard de leur signature respective,

AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE  Par _____ Jean-Paul de GAUDEMAR Recteur Date <u>14 juin</u> 2017	UNIVERSITE DE MONTREAL  Par _____ Guy BRETON Recteur Date <u>14 juin</u> 2017
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------